

M. Nystrom: Monsieur l'Orateur, d'une certaine façon, le député a raison. Je ne cite que certains chiffres. Je cite des chiffres relatifs à des sociétés qui ont accusé d'énormes augmentations de profits l'année dernière. Je le fais parce que je crois que toutes les compagnies et tous les particuliers devraient être visés de la même façon par le programme anti-inflation. On n'aurait pas dû tolérer que certaines compagnies augmentent énormément leurs bénéfices l'année dernière malgré le programme de lutte contre l'inflation. Si nous voulons contrôler les salaires des travailleurs et des citoyens ordinaires, nous devrions contrôler le revenu des sociétés et les prix que ces sociétés imposent aux consommateurs ordinaires au Canada. Le revenu net d'Abacus Cities s'est élevé à 1.520 million de dollars en 1975. Ce chiffre est passé à 4.792 millions de dollars un an plus tard. Cela représente une augmentation de bénéfices de 215.3 p. 100. Les bénéfices de Melcor Development ont augmenté de 23.4 p. 100 en 1976. Marathon Realty—et je sais que certains de mes amis libéraux s'intéressent à Marathon Realty . . .

M. Rodriguez: Se préoccupent de Marathon Realty.

M. Nystrom: . . . a augmenté ses bénéfices de 36.2 p. 100 en 1976 par rapport à 1975. Les bénéfices de Nu-West Developers avaient augmenté de 21.8 p. 100 à la fin de l'année dernière. Le bilan de Sifton Properties, qui est aussi une société d'aménagement foncier, accusait une augmentation de bénéfices de 54.1 p. 100 à la fin de l'année dernière. Ces sociétés s'occupent d'aménager des terrains. Nous devrions examiner les activités de ces compagnies en même temps que leurs bénéfices.

Je passe maintenant aux compagnies de fiducie. Les bénéfices de Montreal Trust ont augmenté de 16.7 p. 100 en 1976. Pendant la période de trois mois se terminant le 31 mars, le taux d'augmentation était de 39.1 p. 100. Les bénéfices de Victoria and Grey Trust Company ont augmenté de 18.4 p. 100; ceux de Commerce Capital Trust, de 31.5 p. 100; ceux de Fidelity Mortgage and Savings, de 46 p. 100; ceux de Crown Trust, de 23.6 p. 100; ceux de Heritage Savings and Trust, de 76.9 p. 100; ceux de City Savings and Trust, de 62.7 p. 100; ceux de Canada Trustco Mortgage, de 25.5 p. 100; ceux de Central and Eastern Trust, de 9.4 p. 100.

● (1610)

Je passe maintenant aux services d'utilité publique. Les bénéfices de Calgary Power ont augmenté de 44.4 p. 100; ceux de Newfoundland Telephone, de 31.6 p. 100; ceux de Island Telephone, de 16 p. 100; ceux de Québec Téléphone, de 6.1 p. 100; ceux d'Alberta Gas Trunk Line, de 51.3 p. 100; ceux de Trans-Canada Pipe Lines, de 26.5 p. 100; ceux de Consolidated Pipelines, de 20.1 p. 100. Je passe maintenant à quelques-unes de mes favorites, l'industrie des aliments et boissons. Pour les 12 semaines précédant le 20 mars, B.C. Packers a accusé une hausse de bénéfices de 45.1 p. 100; Corporate Foods, de 13.8 p. 100; Borden Foods, de 21.5 p. 100; Janock Industries, de 48.1 p. 100; Ogilvie Mills, de 36.9 p. 100; Labatt, de 17.7 p. 100; Seagram, de 20.5 p. 100 pour les neuf premiers mois de l'année; Royal Oak Dairies, de 32.1 p. 100; Maple Leaf Mill, de 7.1 p. 100. Ensuite viennent les media, sociétés de radiodiffusion, de câblodistribution et de télévision. Bushnell Communications, de 70.3 p. 100; CFCN, de 56.2 p. 100; Maclean Hunter Cable TV, de 37.9 p. 100; Maclean Hunter, de 21.2 p.

Anti-inflation—Loi

100; Baton Broadcasting, de 26.4 p. 100; Moffatt Communications . . .

L'Orateur suppléant (M. Turner): A l'ordre. Je regrette de devoir rappeler au député que son temps de parole est écoulé. Il pourra continuer avec le consentement unanime. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: Non.

M. Joe Clark (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je me réjouis de pouvoir participer au débat. Je profite d'abord de l'occasion pour exprimer ma très vive satisfaction et celle de mes collègues pour l'excellent travail accompli par le député de York-Simcoe (M. Stevens) qui en présentant et en défendant cette motion, a livré le bon combat contre le gouvernement.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Le premier objectif du débat était de fournir l'occasion au gouvernement de mettre en marche un programme de décontrôle. Nous verrons bien ce soir si nous y avons réussi ou si, au lieu de saisir l'occasion, le gouvernement continuera de s'en tenir à la ligne de parti et à maintenir à la fois les contrôles et le suspense. Le deuxième objectif était de permettre au gouvernement de dire, s'il ne veut pas mettre fin aux contrôles, quelle sorte de politique économique il nous réserve et quand il entend mettre fin au programme de contrôles.

Malheureusement, dans tous leurs discours, les ministériels ont refusé de profiter de l'occasion, si bien que les Canadiens ne savent toujours pas quels sont les projets du gouvernement quant à la levée des contrôles. Cela cause des difficultés particulières aux millions de Canadiens qui doivent faire des projets, qui doivent savoir avec certitude ce que fait le gouvernement et quelle sera sa politique. Les Canadiens n'ont reçu aucune indication, aucune directive de la part du gouvernement.

M. Roy (Laval): Et les résultats? Vous les connaissez.

Une voix: Ils ne pourraient pas être pires.

M. Clark: Je ne sais pas si le député parle des résultats économiques, du million de Canadiens en chômage ou des résultats du voyage en Afrique du ministre des Approvisionnement et Services (M. Goyer).

Une voix: Cela va lui faire perdre sa place.

M. Roy (Laval): Le résultat, c'est le dernier sondage Gallup.

[Français]

M. Clark: Peut-être parle-t-il des résultats dans la province de Québec des récentes élections partielles, où le parti conservateur a connu la plus grande augmentation du nombre des voix de tous les partis.

[Traduction]

Le 1^{er} juillet, le pays va célébrer son 110^e anniversaire avec un programme publicitaire sur le thème de l'unité nationale auquel le gouvernement entend consacrer des millions de dollars. A la place, en acceptant cette motion, il aurait pu concrétiser l'unité nationale en montrant le genre de leadership qu'on attend normalement du gouvernement national. Je ne reproche pas au premier ministre (M. Trudeau) de manifester un intérêt renouvelé pour la Couronne; je ne m'étonne pas que le nouveau membre du cabinet, le ministre sans portefeuille (M. Horner) se dépêche d'utiliser l'avion du gouvernement